

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE Cedex

Lille, le 26 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPROGAZ

RUE DE L'INDUSTRIE
Z.I. N 2
60000 Beauvais

Références : IC-R/0218/24-MB/SL
Code AIOT : 0005100901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement SOPROGAZ implanté RUE DE L'INDUSTRIE ZONE INDUSTRIELLE N°2 60000 BEAUVAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPROGAZ
- RUE DE L'INDUSTRIE ZONE INDUSTRIELLE N°2 60000 BEAUVAIS
- Code AIOT : 0005100901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société est spécialisée dans la production de gaz industriel liquéfié : gaz industriels et médicaux, gaz élémentaires, air liquide ou comprimé, gaz réfrigérants, gaz industriels mélangés, gaz inertes tels l'anhydride carbonique et gaz isolants.

De par son activité de production d'oxygène liquide (rubrique 4725), le site de Beauvais est classé Seveso seuil bas.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/07/1991 complété notamment par l'arrêté préfectoral du 24/08/2010.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

Suite de l'inspection du 14/09/2023 dont l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/03/2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suivi des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Suivi des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Mise en demeure, respect de prescription + Observation	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi des MMRI	AP de Mise en Demeure du 21/03/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Suivi des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010	Observations
5	Suivi des massifs et cuvettes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis les fiches de vie exigées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/03/2024. Il est donc proposé d'abroger cet arrêté.

Par ailleurs, les fiches de vie des autres MMRI du site n'ont pas été rédigées. De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les derniers rapports de test des MMRI PSH434 et PSH435. Il est donc proposé de mettre en demeure l'exploitant de corriger ces deux points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des MMRI

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche de vie
Prescription contrôlée : La société SOPROGAZ, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé rue de l'industrie Z.I.I. N2 – 60000 Beauvais – est mise en demeure, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/10 notamment l'article 8 et celles du chapitre 9 du guide DT 93 susvisé en fournissant une fiche de vie pour la MMRI « capteur de pression » comportant l'ensemble des informations demandées dans le chapitre 9 du guide DT 93 susvisé.
Constats : Suite à l'inspection du 14/09/2023, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 21/03/2024 de rédiger une fiche de vie conforme au chapitre 9 du guide DT 93 (guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des MMRI) pour la MMRI « capteur de pression » associée au nœud papillon 3-3 de son étude de dangers. Par courriel du 24/04/2024, l'exploitant a transmis les fiches de vies des MMRI PSH434 et PSH435 (sécurités de pression haute sur les lignes de chargement d'oxygène liquide LOX1 et LOX2). Ces fiches contiennent l'ensemble des informations demandées dans le chapitre 9 du guide DT 93 précité. Il est donc proposé d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/03/2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Suivi des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche de vie
Prescription contrôlée : Un recensement précis des MMRI visées par le plan de modernisation doit être réalisé au plus tard le 31 décembre 2013 et une fiche de vie doit être établie pour chacune d'entre elles afin de synthétiser les données nécessaires à leur suivi. Suivant les outils à disposition, la fiche de vie peut : <ul style="list-style-type: none">- être complètement traitée dans une seule base de données (éventuellement papier...) ;- faire référence à des informations réparties dans différents systèmes (ex : GMAO, gestion électronique de documents, outils de gestion...) ;

Doivent être ainsi capitalisées les principales informations concernant les caractéristiques des MMRI :

- le lien avec le(s) scénario(s) justifiant la MMRI,
- le niveau de confiance associé,
- les standards de conception et/ou de construction utilisés (exemple : référence à des réglementations, des normes ou des standards internes à l'entreprise),
- les conditions environnementales, telles qu'elles sont visées au § 4.2.6.3 du présent guide,
- les fonctions de sécurité qu'elles assurent (exemple : description succincte de la fonction de sécurité assurée ou référence au logigramme de sécurité ou matrice causes/effets),
- le temps de réponse maximum si requis,
- la position de repli en cas de défaillance détectée (alarme signifiant la défaillance ou déclenchement automatique),
- la fréquence, la nature (unité en marche ou à l'arrêt) et les procédures de tests,
- le suivi réalisé (diagnostics, essais périodiques, inspections, mesures et résultats enregistrés, maintenances préventive et corrective) durant la vie de l'équipement,
- les réparations ou modifications éventuelles durant la vie de l'équipement et leur justification,
- les analyses des résultats de test, quand ceux-ci révèlent un comportement potentiel non sûr, durant la vie de l'équipement.

Constats :

Le guide DT 93 précise que "pour les trois derniers points, les informations annexées à la fiche de vie comprennent autant que faire se peut les données antérieures à la création de cette fiche".

Les fiches de vie transmises par l'exploitant (voir fiche de constat n° 1) ne mentionnent pas les informations antérieures à la création des fiches.

Ainsi, les éléments relatifs au suivi réalisé avant la création des fiches et notamment les dates des derniers tests pourraient utilement être mentionnées dans les fiches.

Les fiches de vie transmises par l'exploitant mentionnent une fréquence de tests de 2 ans. L'exploitant n'a pas apporté de justification technique à cette fréquence et a indiqué qu'il avait pour objectif de la porter à un an. Il lui a été demandé a minima de s'assurer que les fiches techniques des différents composants des MMR ne fixent pas de fréquence inférieure à un an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n° 1 :

Il est demandé à l'exploitant de compléter les fiches de vie des MMRI, autant que faire se peut, par les données antérieures à la création des fiches concernant les 3 derniers points du chapitre 9 du guide DT 93.

Observation n° 2 :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les fiches techniques des différents composants des MMR ne fixent pas de fréquence inférieure aux fréquences de tests actuellement fixées.

En tout état de cause, la fréquence de test choisie devra permettre de garantir le niveau de confiance des MMR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des MMRi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Tests de la MMR
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
Constats : Les fiches de vie décrivent la nature des tests à réaliser et mentionnent les procédures de test associées (référéncées PTESTASU-30-8 pour la PSH434 et PTESTASU-30-9 pour la PSH435). Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté 2 procédures : - la procédure référencée PTESTASU-30-8 du 27/11/2023 correspondant aux informations de la fiche de vie de la PSH434 ; - une procédure référencée PTEST-SIS-PSH434 du 06/11/2019 mais dont les informations ne correspondent pas à la fiche de vie concernant la PSH434 (fermeture de la vanne FV188 au lieu de la FV189, niveaux de pression de test différents). L'exploitant a indiqué que la rédaction des fiches de vie impliquait un travail en cours d'amélioration de la gestion documentaire du suivi des MMRi. L'exploitant a indiqué que le prochain test des MMR PSH434 et PSH435 était programmé en juillet 2024. Il a été demandé les rapports de contrôles précédents (a priori juillet 2022 pour une fréquence de test actuellement fixée à 2 ans). Non-conformité n° 1 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports de test réalisés sur les MMRi PSH434 et PSH435.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposition n° 1 : Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de réaliser des tests sur les MMRi PSH434 et PSH435 sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suivi des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche de vie
Prescription contrôlée : Un recensement précis des MMRI visées par le plan de modernisation doit être réalisé au plus tard le 31 décembre 2013 et une fiche de vie doit être établie pour chacune d'entre elles afin de synthétiser les données nécessaires à leur suivi.
Constats : L'exploitant a indiqué que les fiches de vie des autres MMRI du site suivies au titre du PMII n'étaient pas rédigées. Il a expliqué attendre une validation de l'inspection des installations classées sur les fiches transmises avant d'engager, avec l'accompagnement du bureau d'études AECOM, la rédaction de l'ensemble des fiches. Il a été indiqué à l'exploitant que l'inspection n'avait pas vocation à valider ces documents qui sont rédigés sous sa responsabilité. L'exploitant a présenté les échanges de courriel avec AECOM ainsi qu'une proposition commerciale portant sur l'accompagnement pour la rédaction des fiches de vie de l'ensemble des MMRI du site suivies au titre du PMII. Il a ajouté que la commande serait confirmée dès après l'inspection. Non-conformité n° 2 : A l'exception des MMRI PSH434 et PSH4345, les MMRI visées par le PMII du site ne font pas l'objet de fiches de vie conformes aux attentes du guide DT 93. La liste des MMRI pour lesquelles la rédaction des fiches de vie est programmée a été présentée par l'exploitant. Parmi ces MMRI ne figure pas la MMR n° 5 ("arrêt K101 par dépassement de ses seuils de sécurité suite à une suppression dans l'unité de distillation") du nœud papillon n° 6.1 (explosion de l'unité de distillation) (compléments de l'étude de dangers référencés BLR/NT/10-00399/NC). Au regard du positionnement du phénomène dangereux associé dans la matrice MMR, cette MMRI semble visée par le PMII. L'exploitant devra s'assurer que la liste des MMRI identifiées comme étant visées par le PMII est exhaustive. On note qu'une mise à jour de l'étude de dangers est en cours de rédaction. La liste des MMR, et en particulier la liste des MMRI visées par le PMII, pourrait évoluer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposition n° 2 : Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de rédiger une fiche de vie conforme au chapitre 9 du guide DT 93 pour chaque MMRI de son site visée par le PMII. Observation n° 3 : L'exploitant devra s'assurer que la liste des MMRI identifiées comme étant visées par le PMII est exhaustive.

Observation n° 4 :
La mise à jour de l'étude de dangers devra contenir l'ensemble des informations contenues dans l'arrêté du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement et en particulier au point 6 de son annexe III.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suivi des massifs et cuvettes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, PMII
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; <p>(...)</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 14/09/2023, il avait été constaté que les rapports de la visite annuelle de 2023 des ouvrages de génie civil des réservoirs T401, T402 et T406 reprenaient les points de l'annexe « exemple de fiche de surveillance » du guide DT 92, spécifique aux ouvrages de génie civil. L'exploitant avait indiqué que le modèle de fiche de surveillance du guide DT 97 spécifique aux réservoirs cryogéniques contenait peu de points de surveillance concernant le génie civil. Si la pertinence de l'usage de la fiche du DT 92 n'avait pas été remise en cause, il avait été demandé à l'exploitant de se positionner sur les éventuels points du DT97 à intégrer au sein de son modèle de rapport de visite de surveillance actuel.</p> <p>En séance, l'exploitant a indiqué que, en complément des visites annuelles réalisées par l'APAVE selon le guide DT 92, des visites annuelles et quinquennales selon le guide DT 97 sont réalisées par le service ESP du groupe Messer.</p> <p>Les fiches des dernières visites concernant le réservoir T406 ont été présentées (visite annuelle du 13/04/2023 et visite quinquennale du 15/04/2024).</p> <p>Ces fiches contiennent l'ensemble des points du guide DT97.</p>
Type de suites proposées : Sans suite